

MÉCONTENTEMENT À AÏN SEFRA APRÈS LE NOUVEAU DÉCOUPAGE :

«31 ans barakat»

Après qu'il fut renvoyé aux calendes grecques, et remis sur le tapis à chaque échéance électorale, le découpage administratif revient cette fois pour atténuer les manifestations qui ont secoué le sud du pays, déclenchées, notons-le, par les populations de cette contrée du pays, pour exiger l'arrêt de l'exploitation du gaz de schiste.

Le nouveau découpage, donc, revient 31 ans après celui de 1984 qui a vu le fameux ordre chronologique 44 Aïn-Defla – 45 Aïn-Sefra (passant subitement au profit de Naâma) et 46 Aïn-Témouchent ; une preuve concrète d'un droit spolié qui demeure toujours sous les yeux des Séfraouis «une hogra pur et simple» de la part des dirigeants d'alors.

En 1984, les citoyens de Aïn-Sefra ont manifesté leur mécontentement et ont refusé catégoriquement une telle décision devant l'ex-Premier ministre A. Brahimi lors de son

passage dans cette ville le 6 mai 1984, une manifestation qui ne l'a pas empêché de passer la nuit dans une caserne en compagnie de son staff gouvernemental, notamment son ministre de l'Intérieur d'alors M'hamed Yala. Alors que le découpage administratif revient, Aïn-Séfra, la capitale des monts des Ksour pourtant une ville qui se trouve au sud/ouest du pays, est encore ignorée. Mais cette fois-ci, les choses ne sont plus les mêmes par rapport à 1984.

Dans un rassemblement initié et organisé par les moudja-

hidine au sein de leur kasma, et auquel ont pris part, outre des représentants de la société civile, un grand nombre des populations de la commune-mère, sanctionné par un communiqué rendu public et adressé aux hautes autorités du pays, les manifestants, qui ont observé un sit-in devant la kasma, ont interpellé le président de la République à l'effet de rendre à César ce qui appartient à César : le statut de wilaya pour la capitale des monts des ksour, un droit spolié depuis 1984 que les Séfraouis ne cessent de revendiquer à chaque passage à Aïn-Séfra d'une autorité supérieure.

Les protestataires ont scandé «31 ans barakat, Aïn-Sefra wilaya, lah yarham chouhada».

Ils se sont donné rendez-vous pour les tout prochains

jours, comme ils ont donné une semaine aux hauts responsables du pays pour prendre la sage décision de voir leur ville accéder au rang de wilaya et réhabiliter la doyenne des sous-préfectures de l'Algérie indépendante.

Aïn-Sefra, une entité historique, géographique, sociale et culturelle que l'être vivant a toujours choisi pour s'y installer ; une région qui recèle tous les atouts d'une wilaya, partant des gravures rupestres, aux espèces animales (dinosaurés), les vestiges préhistoriques, aux ksour, aux amazighs, aux saints marabouts ; une région qui a aussi contribué à l'indépendance de l'Algérie, depuis les premiers pas du colonialisme jusqu'à l'indépendance : de l'insurrection de Cheikh Bouamama, Med/Alì,

jusqu'aux glorieux révolutionnaires de la Révolution (chouhada et moudjahidine) ; une région qui détient encore les séquelles de la Révolution : camps de torture et de concentration ; les batailles des djebels m'zi (napalm), Bouamoud, Aïssa, Morghad, ainsi que les mines de la ligne Morice. C'était bled-el-baroud, c'était le coupe-gorge et c'était le territoire militaire jusqu'aux abords des frontières sud.

«Nous sommes attachés aux principes d'une Algérie de justice dans la fidélité aux idéaux de Novembre. Il est temps que le chef de l'Etat et le gouvernement se penchent sur notre ville et sa population qui réclame et revendique depuis 31 ans ce droit spolié», conclut le communal.

B. Henine

MOSTAGANEM

Les petits bijoutiers à l'ex-Sonitex

Occupée depuis l'ère coloniale, la rue de Lyon et des ruelles avoisinantes, consacrées du matin au soir par un tas de commerçants informels, ne feront plus partie d'une opération de recasement qui s'inscrit dans le cadre du programme de lutte contre le commerce informel.

En plus des autres activités commerciales, désormais, les bijoutiers qui se livraient, jusque-là, à leur activité

d'orfèvrerie en plein air en squattant les trottoirs de la place Thiers et ses ruelles adjacentes, resteront donc dans ces lieux.

Ces bijoutiers n'ont pas de boutique, ils se contentent d'un présentoir en bois avec vitrine ne dépassant pas un mètre sur 60 cm dans lequel est entassée toute une collection de bijoux et où l'or du pays est écoulé à raison de 4200 DA le gramme et l'or d'Italie à 5000 DA le gramme. Il convient de savoir qu'à l'instar des autres grandes

villes d'Algérie, cette activité de la bijouterie en étal a toujours été pratiquée en vertu de formalités réglementaires strictes.

Cette catégorie d'orfèvres ambulants est également assujettie à la détention d'un registre du commerce et d'un arrêté municipal pour l'exercice de la profession.

Tout comme elle est soumise au contrôle de la garantie qui exige le poinçonnage des produits aurifères.

A. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

La gendarmerie rouvre l'APC au public, 5 arrestations

Dans la journée du jeudi dernier, la gendarmerie de Sidi-Brahim a finalement réagi fermement face aux agissements des manifestants qui ont cadenassé le siège de l'APC de la localité pour exiger l'annulation de la liste des 70 logements sociaux affichée la semaine dernière.

La gendarmerie a rouvert l'APC aux citoyens et a procédé à l'arrestation de 5 personnes. Elle a appelé les manifestants à se disperser.

Pour rappel, au début de la semaine dernière, l'APC a affiché la liste de 70 logements sociaux. Aussitôt, les insatisfaits se sont manifestés pour se regrouper devant le siège de l'APC pour crier leur mécontentement et décrier, selon eux, l'injustice dans cette attribution, ajoutant que des personnes possédant déjà des logements ont été les bénéficiaires, des personnes n'habitant pas la localité ont été satisfaites, etc.

Face à cette colère, les autorités locales ont rencontré les manifestants, leur demandant de faire des

recours et d'attendre les résultats de l'enquête.

La même suggestion a été faite par le wali, qui a reçu les représentants des insatisfaits.

Ces derniers, peu convaincus par cette réponse, ont continué leur mouvement de protestation pendant plusieurs jours. Les

rangs des contestataires sont devenus encore plus importants puisque les chômeurs se sont mis de la partie. La RN 13, reliant Sidi-Bel-Abbès à Oran a été coupée par les manifestants qui se sont pris aux usagers de la route avec des jets de pierres qui ont fait des blessés et occasionné des préjudices aux véhicules.

La gendarmerie ayant fait appel à du renfort, a investi les lieux, et pour préserver les usagers, elle a contraint ces derniers à se diriger vers l'autoroute Est-Ouest. La

colère est encore montée d'un cran lorsque les manifestants ont cadenassé mercredi dernier, le siège de l'APC empêchant personnel et citoyens d'entrer dans l'enceinte pour accéder à l'administration.

Finalement, la gendarmerie a décidé de mettre fin à ce mouvement en procédant à l'arrestation de 5 personnes et de rouvrir l'APC.

Un calme précaire prévaut actuellement. Il faut attendre les jours ouvrables pour juger la situation.

A. M.

Un convoi de 3 camions avec 30 tonnes de denrées alimentaires pour le Niger

Dans la journée de jeudi dernier, le Croissant-Rouge algérien (CRA) de Sidi-Bel-Abbès a envoyé trois camions chargés de 30 tonnes de denrées alimentaires de première nécessité au Niger.

Le convoi devra rejoindre Alger avant de prendre le départ vers le Niger. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la convention ratifiée entre l'Algérie et le Niger, nous confie-t-on.

A. M.

AÏN-TÉMOUCHENT

La doyenne de la cité des Thermes s'éteint à 110 ans

Elle était née présumée en 1910, mais ses proches disent qu'elle était née bien avant, de cinq ans, soit en 1905.

Il s'agit de Hadja Halhali M'barka, la doyenne de la cité des thermes Hammam Bou-Hadjar, qui s'est éteinte jeudi, vers les coups de midi, dans la maison de sa fille unique, qui elle-même est morte en 2007.

El Hadja était née dans la commune de Sefioune, dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès voilà plus d'un siècle ; elle était une femme «accoucheuse» de façon traditionnelle du fait qu'elle a accouché des dizaines de femmes de la région, à une époque où il n'y avait pas de sages-femmes. La centenaire était respectée de tout le voisinage et même de toute la population de la cité des thermes. Elle a été enterrée jeudi après-midi au cimetière communal de la ville.

S. B.

RELIZANE

Un ouvrier électrocuté à Sidi-Saâda

La localité de Sidi-Saâda est sous le choc depuis l'annonce du drame qui a eu lieu dans ladite localité, suite à la mort tragique d'un jeune homme qui a mis en émoi toute la population riveraine. En effet, une source hospitalière nous a informé qu'un homme âgé d'une quarantaine d'années, habitant cette même localité et y travaillant depuis quelque temps a été victime d'un accident de travail qui lui a coûté la vie.

Le défunt a été électrocuté accidentellement sur l'un des pylônes en touchant de ses mains les câbles électriques. Son corps a été transporté à l'établissement public hospitalier Mohamed-Boudiaf du chef-lieu de Relizane tandis qu'une enquête a été tout de suite ouverte par les éléments de la gendarmerie.

La nouvelle s'est répandue telle une trainée de poudre et a vite fait le tour de la commune et ses localités avoisinantes.

A. Rahmane